

**Impunité des crimes commis contre
les journalistes dans le monde -
Réponse du ministère de l'Europe et
des affaires étrangères à une
question écrite au Sénat**
(Paris, 27 décembre 2018)

La défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité de ceux qui portent atteinte à ces principes fondamentaux sont des priorités absolues de la diplomatie de la France. Dans les enceintes multilatérales comme dans ses relations bilatérales, la France est fortement mobilisée pour libérer les journalistes emprisonnés, lutter contre l'impunité des crimes commis à leur encontre et améliorer les conditions d'exercice de cette profession indispensable au débat démocratique.

La France a contribué à la mise en place d'un cadre normatif solide aux Nations unies : au Conseil de sécurité, mais aussi à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'Homme où elle fait partie du noyau d'Etats qui portent une résolution sur ce sujet, appelant les Etats à prendre des mesures concrètes afin d'assurer un environnement de travail sûr pour l'exercice des métiers de l'information.

La France est déterminée à tout mettre en oeuvre pour que le sujet de la protection des journalistes reste prioritaire sur l'agenda politique international. C'est à son initiative que le 2 novembre a été déclaré "Journée internationale pour la fin de l'impunité des crimes commis contre les journalistes" en mémoire des deux journalistes français de RFI assassinés au Mali le 2 novembre 2013.

La France a également coparrainé l'événement de lancement de la campagne #TruthNeverDies, organisé en lien avec l'UNESCO et qui vise à rappeler le travail des journalistes assassinés pour perpétuer leur héritage. En collaboration avec les dix-neuf pays du "groupe des amis pour la protection des journalistes" qu'elle co-préside à New York, la France appuie les efforts du Secrétaire général des Nations unies pour renforcer la protection des journalistes sur le terrain. Elle a soutenu la mise en place d'un réseau de points focaux en novembre 2017 visant à coordonner l'action de quatorze agences onusiennes pour la protection des journalistes. Lors de son discours à la 72ème session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2017 ainsi que lors de ses vœux à la presse en janvier 2018, le président de la République a en outre soutenu l'idée de création d'un poste d'envoyé spécial auprès du Secrétaire général des Nations unies spécifiquement dédié à la protection des journalistes dans le monde. Plusieurs initiatives sont aujourd'hui portées par la société civile en faveur de la liberté de la presse, de la qualité de l'information et de la protection des journalistes.

La France suit avec attention ces initiatives, y compris celle de la FIJ, et encourage leurs auteurs à oeuvrer en synergie. Le Forum de Paris pour la Paix a ainsi été marqué le 11 novembre par le lancement d'un processus politique porté par douze Etats, dont la France,

inspiré par les travaux de la Commission internationale indépendante sur l'information et la démocratie créée par RSF. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères examine les conditions qui seraient nécessaires pour mener à bien un projet de convention internationale en faveur de la protection des journalistes tel que celui porté par la FIJ, au regard notamment des dynamiques à l'oeuvre au sein des enceintes multilatérales./.

(Source : site Internet du Sénat)